



nawl  anfd



CCIQ
Centre Culturel Islamique de Québec
المركز الثقافي الإسلامي بكيكوك



Communiqué

Le lancement du programme national de rachat représente un autre pas concret vers une meilleure protection des Canadiens contre les risques de fusillades de masse.

Les groupes pour le contrôle des armes avertissent cependant que le gouvernement doit mettre fin aux ventes des SKS avant que la compensation financière ne commence à être versée aux propriétaires d'armes d'assaut, faisant références aux conclusions du rapport final du Comité consultatif d'experts sur les armes à feu.

Montréal/Toronto/Ottawa/Québec, January 17, 2026 – Le [lancement du programme national de rachat](#) des armes d'assaut prohibées constitue une victoire pour la sécurité publique au Canada, selon des groupes féministes et de défense du contrôle des armes. Ces armes ne sont pas raisonnablement utilisées pour la chasse et comportent des risques importants pour la sécurité publique en raison de leur conception et de leurs capacités, telles que leur cadence de tir élevée, les conceptions tactiques, le rechargement automatique et la capacité d'accepter un chargeur détachable. Ces armes sont couramment utilisées dans les fusillades de masse et les meurtres de policiers.

Les groupes ont précisé qu'en mettant en œuvre ce programme, le gouvernement fédéral donne suite à une [recommandation clé](#) de la **Commission des pertes massives** (l'enquête publique sur la fusillade de masse de 2020 en Nouvelle-Écosse), à savoir qu'il faut interdire les armes d'assaut semi-automatiques et prendre des mesures pour rapidement réduire le nombre de ces armes en circulation au Canada.

Les organisations, représentant des survivants et des membres de familles des victimes de fusillades de masse, ainsi que des médecins, des étudiants et des groupes de femmes, ont également souligné que les sondages à travers les années ont systématiquement démontré l'appui de la [majorité des Canadien·nes, y compris les propriétaires d'armes](#), en faveur de l'interdiction des armes d'assaut.

Cependant, ils ont averti que pour que le Canada interdise véritablement les armes d'assaut et pour que le rachat soit un succès, le gouvernement doit rapidement mettre fin à la vente de nouveaux modèles de SKS, soit avant que les compensations ne soient versées aux propriétaires d'armes à feu participant au programme. Cet appel à l'action est conforme à une recommandation du **Comité consultatif d'experts sur les armes à feu**, chargé par **Ottawa** d'examiner la classification des armes à feu en accordant une attention particulière au SKS. Dans son [rapport final](#) de janvier 2025, le **groupe d'experts** a écrit que ce modèle était conçu pour un usage militaire et qu'il avait été modifié par les fabricants afin de conférer aux nouveaux modèles les mêmes caractéristiques que les armes actuellement prohibées, de manière à ce qu'ils puissent « causer des dommages considérables à la population et aux forces de l'ordre. » Le **groupe d'experts** a cité le **Kodiak Defence Scorpio SKS-15** comme exemple. Le SKS est le modèle qui, au cours des dernières années, survient [le plus souvent](#) dans le cadre de fusillades de masse et de meurtres de policiers. Si le gouvernement ne parvient pas à interdire les nouvelles ventes de ce modèle, l'argent du rachat (financé par les contribuables) pourrait être utilisé pour acheter de telles armes, ce qui ferait du rachat un échec.



Les organisations ont également exprimé leur inquiétude face à la campagne de désinformation menée par le lobby des armes dans le but de compromettre le succès du programme. Ils présentent l'interdiction des armes d'assaut et leur retrait de la circulation comme la « confiscation des armes à feu » et une « interdiction des armes de chasse ». En réalité, [près de 20 000 marques et modèles sans restriction \(soit au moins 127 000 variantes d'armes à feu\)](#) restent légaux pour la chasse et le tir sportif au Canada. Ces armes peuvent être achetées avec l'argent du rachat par les propriétaires qui remettent leurs armes d'assaut dans le cadre des délais appropriés en échange d'une compensation financière équitable.

Les lobbyistes pro-armes affirment également que le rachat « ne résoudra pas le problème des crimes par armes à feu », affirmant que les crimes sont commis par des armes de poing illégales, pas des armes d'épaules légales. Or, l'objectif de l'interdiction des armes d'assaut n'est pas de prévenir tous les crimes par armes à feu, mais plutôt de prévenir les fusillades de masse (généralement commises à l'aide d'armes à feu acquises légalement). L'argument avancé par le lobby des armes à feu selon lequel la plupart des crimes commis avec une arme de poing illégalement importées des États-Unis est contredit [les données](#) de la **GRC**, qui ont révélé que 73 % des armes saisies sont été importées légalement ou fabriquées au Canada.

Citations:

« Les survivants et les familles membres de PolySeSouvient sont encouragés de voir le gouvernement Carney agir pour tenir sa promesse électorale de lancer et compléter rapidement le programme de rachat. Le rachat offrira une compensation équitable aux propriétaires d'armes d'assaut tout en protégeant les Canadiens contre les fusillades de masse, comme le récent massacre de Bondi Beach en Australie. »

Cependant, « PolySeSouvient prévient que le rachat sera un échec et un gaspillage d'argent des contribuables si le gouvernement fédéral ne met pas rapidement fin à la vente de nouveaux modèles de fusils semi-automatiques SKS, afin d'éviter que les propriétaires ne puissent pas utiliser la compensation financière issue du rachat pour acheter une nouvelle arme d'assaut. »

- **Heidi Rathjen, coordinatrice, PolySeSouvient (témoin du massacre à Polytechnique)**

« Bien que la violence par armes à feu soit évitable, les décès et les traumatismes subis par les victimes de violence armée restent trop nombreux au Canada. Le programme de rachat est une étape importante vers un changement systémique visant à réduire le risque de futures fusillades de masse, de tragédies comme celles qui se sont produites dans des grandes villes comme Montréal, Moncton, Fredericton, Toronto, Edmonton, des villes comme Renfrew et Penticton, et des communautés rurales comme Mayerthorpe (AB) et Portapique (NS). »

- **Ken Price, Danforth Families for Safe Communities (père d'une victime de la fusillade de Danforth)**

« Les armes d'assaut, conçues pour tuer le plus grand nombre de personnes possible, le plus rapidement possible, sont particulièrement meurtrières. Cette mesure de prévention sauvera des vies. Elle permettra également de réduire le coût pour le système de santé découlant du traitement des victimes et de protéger la santé mentale des premiers intervenants et des cliniciens qui sont indirectement touchés par cette violence armée extrême. »

- **Dr Najma Ahmed, chirurgienne traumatologue et présidente de Médecins canadiens pour la protection contre les armes à feu**

« Les sondages montrent systématiquement un fort soutien en faveur de l'interdiction de la possession d'armes de type militaire par les citoyen·nes ordinaires, avec un soutien particulière élevé chez les femmes. Au nom de

la [Coalition #FemmesContreLesViolencesArmées](#), un groupe de plus de 30 organisations féministes qui luttent pour un renforcement des lois sur les armes, l'Association nationale Femmes et Droit se réjouit de voir le début de la mise en œuvre du programme de rachat qui vise à retirer ces armes mortelles de nos communautés. Cette mesure importante et attendue depuis longtemps réduira le risque de féminicides de masse comme celui qui s'est produit à Polytechnique, où 14 femmes ont été assassinées lors d'une attaque antiféministe, en plus d'autres fusillades de masse. »

- **Suzanne Zaccour, directrice des affaires juridiques, Association nationale Femmes et Droit**

« Le coût du programme de rachat est un investissement pour la sécurité publique des générations futures. Pour les jeunes, à travers le Canada, la mesure représente une police d'assurance garantissant que la culture des armes à l'américaine, avec ses fusillades de masse quotidiennes, ne deviendra jamais la norme au Canada. Nous ne voulons pas d'armes d'assaut dans nos écoles, et nous ne voulons pas de ces armes dans nos communautés. »

- **Thomas Prévost, Vice-President, External Affairs, Polytechnique Student Association and spokesperson for the Student Movement NOT_HERE**

« Le programme de rachat est un investissement crucial pour la sécurité des Canadiens face à la violence armée, aujourd'hui et pour les générations à venir. Il permettra de sauver des vies, de protéger la qualité de vie des Canadiens et de minimiser les dommages dévastateurs subis par les victimes de fusillades de masse et autres actes de violence armée. Le lancement d'aujourd'hui représente une autre mesure concrète visant à mieux protéger les Canadiens contre les fusillades de masse. Cependant, le ministre doit donner suite aux conclusions du groupe d'experts et mettre fin à la vente des fusils SKS avant que les propriétaires d'armes d'assaut prohibées ne reçoivent leur compensation financière. »

- **Boufeldja Benabdallah, Porte-parole de la Mosquée de Québec**

Pour plus d'information :

- **Heidi Rathjen**, Coordonnatrice, [PolySeSouvient](#) ; info@polysesouvient.ca / 514-816-7818
- **Suzanne Zaccour**, directrice des affaires juridiques, [Association nationale Femmes et Droit](#); suzanne.zaccour@nawl.ca
- **Christopher Holcroft**, Communications, [Médecins canadiens pour la protection contre les armes à feu](#), christopherholcroft@hotmail.ca / 416-996-0767
- **Ken Price**, [Danforth Families for Safe Communities](#) ; ken.price@gmail.com / 416-564-6812
- **Thomas Prévost**, Vice-président externe, Association des Étudiants de Polytechnique et porte-parole du mouvement étudiant [PAS_ICI](#), externe@aep.polymtl.ca / 514-974-2707
- **Boufeldja Benabdallah**, Mosquée de Québec, b.benabdallah@bell.net / 418-454-7526

